

Quand les **Pédagogies coopératives** s'emparent des **demandes sociales**

PROGRAMME DES 2ÈMES RENCONTRES DU RÉSEAU SUD / Pratiques et Pédagogies Coopératives

VENDREDI 25 ET SAMEDI 26 MAI 2018, PARIS
CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE



VENDREDI 25 MAI

9h00 **ACCUEIL**

9h30 **INTRODUCTION**

Khedidja Mamou, ENSA Montpellier, LAVUE, LIFAM

Rainier Hoddé, LAVUE

Présentation du Réseau scientifique thématique et de ces rencontres

10h-11h **SESSION 1 : Réaliser sur place et avec la société civile**

Hélène Soulier, ENSAP Bordeaux, « Le projet qui intègre une demande sociale a-t-il une forme particulière ? Cas de projets multidisciplinaires à l'étranger »

Patrick Henry, ENSA Paris Malaquais, « Construire l'action : au-delà du théâtre. L'agence commune au théâtre de la Commune, Aubervilliers »

Clara Sandrini et Marjorie Hervé, ENSA Toulouse, « La figuration des demandes et mémoires sociales, Toulouse, Empalot, Reynerie, Bourbaki, Bagatelle, Papus »

11h-12h15 **SESSION 2 : Produire des connaissances inédites**

Léa Billen, ENS Lyon, **Jeanne Demoulin**, Univ. Nanterre, **Lucie Elie**, Univ. Tours, « Le programme de co-évaluation des conseils citoyens : une analyse au prisme de la 'demande sociale' »

Barbara Morovich, ENSA Strasbourg, **Marie Amalfitano**, Association Lupovino, « Fabriquer l'espace public ? Une collaboration participative au Polygone (Strasbourg) »

Laureline Guilpain, Guillaume Nicolas, ENSA Marne La Vallée, « Comment les gens vivent : ici et là-bas ? Enquête sur les espaces du commun dans l'habitat des ouvriers »

PAUSE DÉJEUNER

et présentation de la Rue'che (étudiants ENSAPLV, Merrill Sinéus et Sylvain Ebodé)

14h-15h **SESSION 3 : Enquêter et projeter**

Anne Bossé, Ariane Wilson, ENSA Paris Malaquais, « Cultures matérielles et diasporas »

Catherine Ranou, Marc Dillet, ENSA Paris Val de Seine, «TRANS-RURAL LAB, Learning from Rural Studio à Caulnes, (Côtes d'Armor) »

Elsa Vivant, École d'Urbanisme de Paris, « Faire la ville avec les fous ? Retour d'une expérience pédagogique de programmation urbaine d'un équipement ambulatoire de soin psychiatrique »

15h-15h45 **TABLE RONDE : Inaugurer des enseignements coopératifs**

Alain Guez, ENSA Nancy, « Des démarches prospectives de l'ENSA de Nancy »

Pauline Ouvrard, Paolo Grispello, ENSA Nantes, « Enquêter en territoires non standards : retour sur deux immersions pédagogiques à Buenos Aires et Castel Volturno »

Maxime Pומרol, Univ. Tours, « Ecouter la voix des habitants : interaction entre les regards des aspirants aménageurs et celui des populations »

16h15-17h15 **CARTOGRAPHIE du réseau des pratiques et pédagogies coopératives**

Présentation de cas (APPUII) et repères généraux, animé par **Nicolas Fonty**

SAMEDI 26 MAI

9h00

ACCUEIL

9h30-10h30

SESSION 4 : Réaliser sur place et avec la société civile

Marie Segonne, ENSA Marseille, « Les bidonvilles comme lieux d'apprentissages et d'expérimentations »

Juliette Pommier, Emmanuel Breton, Pauline Dancoine, ENSAP Lille, « Une expérience d'habitat participatif à Roubaix : accompagner la formulation de la demande sociale »

Federica Gatta, Univ. Grenoble, **Théa Manola**, ENSA Grenoble - UGA, « Enquêter 'Lucie Aubrac'. Questions pédagogiques, inter-disciplinaires et politiques »

10h30-11h

Croisement d'expériences étudiantes

Nils Bailly, Léa Lochu, Thomas Nantier, ENSA Marne La Vallée, « Système B comme bidonville »

Audrey Escaro, Laetitia Parente, ENSA Montpellier, « Belsunce in situ, Belsunce de demain »

Thomas Gallichio, Lucas Jolliet, Alyssia Rose, ENSA Paris La Villette, « Projeter dans le réel : Imagine Pleyel à Saint-Denis »

11h-12h40

SESSION 5-1 : Entre demande et commande, une question de public

Florian Golay, Cécile Leonardi, ENSA Grenoble, « Répondre à une demande de sens. Un semestre de projet avec les conseils citoyens de deux quartiers en rénovation urbaine »

Rémi Laporte, ENSA Clermont-Ferrand, « La demande sociale confrontée aux enjeux environnementaux : éco-concevoir un Centre d'hébergement d'urgence en mode coopératif »

François Nowakowski, ENSA Lyon, « Une pédagogie en situation : imaginer un territoire en projet avec ses acteurs »

Yannick Hoffert, Khedidja Mamou, Armand Vaissade, ENSA Montpellier, « Retour sur deux ans de studio : passer de la commande à la demande »

Elise Macaire, Isabelle Genyk, ENSA Paris La Villette, « Territoires ruraux en déprise et innovation sociale. Retour sur un workshop participatif en inter-formation »

PAUSE DÉJEUNER.....

14h-14h40

SESSION 5-2 : Entre demande et commande, expériences longues

Agnès Deboulet, Univ. Paris 8, « Dix ans de réponses à des demandes de citoyens ordinaires »

Bernard Haumont, CRH, « De la demande à la commande : coopérer avec les CAUE »

14h40-16h40 CARTOGRAPHIE des enseignements et des demandes sociales

Présentation de Justspace (Londres) et croisement carte des ressources d'enseignements / carte des demandes sociales identifiées, animé par Nicolas Fonty

DISCUSSION & ATELIER DE TRAVAIL

Quel projet collectif et quelles initiatives pour le RST SUD-Pratiques et Pédagogies Coopératives ? Comment mettre en relation demandes et ressources, enseignement supérieur et société civile? Quel agenda de travail pour quelles actions ?

2ÈMES RENCONTRES DU RÉSEAU

Centre SUD - Pratiques et Pédagogies coopératives autour des questions architecturales et urbaines

RÉSUMÉS DES INTERVENTIONS

VENDREDI 25 MAI 2018

SESSION 1 : Réaliser sur place et avec la société civile

Hélène Soulier, ENSAP Bordeaux, “Le projet qui intègre une demande sociale a-t-il une forme particulière ? Cas de projets multidisciplinaires à l'étranger”

C'est à partir d'expériences pédagogiques partagées en France et à l'étranger, entre plusieurs établissements (l'École supérieure des Beaux-arts de Bordeaux [Ebabx], l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux [ensapBx], le Politecnico di Milano [Polimi]), autour de plusieurs disciplines liées à la création et sur des territoires variés que nous souhaitons développer notre propos. Les diverses expériences pédagogiques réalisées comprennent des journées d'étude, des master-class d'une durée de deux semaines, des expositions de valorisation des projets, des publications et se sont déroulées en 2015 à Istanbul, en 2016 à Novi Sad et en 2017 à Varsovie. Les projets sont menés par des équipes multi-disciplinaires d'étudiants de nationalités différentes (art, scénographie, architecture, paysage, design et design graphique) sur des territoires urbains identifiés comme fragiles ou dysfonctionnant à partir des lectures sociales, spatiales, économiques et politiques qui en sont faites. La dimension transdisciplinaire est conduite par la notion de création collective située (principe attendu dans les master class) dans la mesure où les projets sont des réponses localisées au site de projet et non transposables ailleurs.

Le propos portera dans un premier temps sur l'analyse des sites concernés par les projets. De manière intuitive, les étudiants portent leur regard sur des lieux qu'ils pressentent comme « à problèmes » et dignes d'être pris en considération. A partir de là, l'analyse approfondie qu'ils réalisent est hybride et emprunte des outils à plusieurs disciplines : analyse typo-morphologique, analyse paysagère, enquête de terrain, questionnaires aux habitants, etc. La demande sociale analysée par les étudiants au contact des habitants constitue aujourd'hui une problématique de territoire fondamentale que les étudiants saisissent à chaque fois.

Dans un deuxième temps, il s'agira d'interroger les projets multi-disciplinaires au regard de cette demande. Dans le cas des projets présentés, nous montrerons que la demande sociale formulée engendre des formes de projets tout à fait variables allant de l'édition jusqu'à l'intervention matérielle dans le site en passant par des réponses de projets qui offrent de nouveaux services à la population. Nous poserons ainsi les questions suivantes : peut-on encore qualifier les disciplines créatives (l'architecture, le design,...) par le type de dispositifs qu'elles sont sensées produire et auquel elles doivent donner forme au regard d'une demande sociale énoncée sur un territoire? Cela a-t-il encore un intérêt vis-à-vis de la complexité des contextes appréhendés? S'il est attendu de l'architecture qu'elle doive produire des bâtiments, du design des objets et du paysage des jardins ou des espaces publics, et si l'économie de marché tient encore à ce type de catégorisation, le monde pédagogique peut-il s'en contenter ?

Patrick Henry, ENSA Paris Malaquais, “Construire l’action : au-delà du théâtre. L’agence commune au théâtre de la Commune, Aubervilliers”

« Pour tous »

Les écoles d’architecture constituent des lieux privilégiés pour mener des expérimentations coopératives à condition d’accepter de se déplacer au sens propre comme au sens figuré. Le studio ne propose pas de répondre à une commande précise mais au contraire d’aider à formuler, à faire émerger des questions-problèmes qui ouvrent des pistes et des leviers de projets.

Construire l’action

A l’initiative de Sébastien Thiéry, politologue, enseignant à l’ENSA Paris-Malaquais et coordinateur des actions du PEROU, nous avons proposé une résidence pédagogique à Marie-José Malis directrice du théâtre de la Commune à Aubervilliers, afin de travailler avec elle et ses équipes en partant de la situation réelle de ce théâtre. Depuis son arrivée en 2014, Marie-José Malis interroge en effet la place du théâtre dans la cité. Pour cela elle diversifie les activités du théâtre, en organisant une école, l’École des actes, qui propose de l’aide (cours, conseils, etc.) aux personnes migrantes, etc. Cette école crée un autre lien avec ces personnes en les intégrant autant que possible à l’activité du théâtre.

L’agence commune

Nous n’avons pas souhaité travailler sur le projet du futur théâtre tel qu’il est envisagé par la ville, mais sur le théâtre actuel, tel qu’il est et tel qu’il pourrait se transformer. Pour ce faire, nous avons créé « l’agence commune », façon de désigner le groupe dont les membres évolueront au fil du temps. Notre contribution se glisse dans l’interstice de temps qui nous sépare du futur projet mais aussi dans les interstices spatiaux qui permettent d’envisager d’implanter l’École des actes, y compris l’hébergement et tous les programmes, permettant d’amplifier l’action du théâtre et son rayonnement.

Le projet comme pièce

Il s’agit de considérer que le théâtre est un lieu qui peut être habité (au sens où on y cuisine, mange, dort, discute, échange, travaille, étudie) comme on le ferait sur scène.

L’étudiant se met au service, par le projet, d’une communauté, non comme un simple réceptacle exécutant des attentes mais comme un acteur constructeur de levier d’actions.

Poursuivre par d’autres moyens

Cette posture pédagogique nécessite une inscription dans la durée afin que le travail s’épaississe dans le temps, le dialogue et l’échange.

Ainsi le travail entreprend ici et là, s’articule et se déploie, permettant d’envisager d’autres développements afin de construire des pédagogies socialement et politiquement utiles. En s’impliquant de façon concrète et concernée dans le devenir des territoires aux côtés de leurs habitants, il s’agit de donner accès au désir d’architecture pour tous quelques soient les échelles d’intervention.

Clara Sandrini et Thomas Lequoy, ENSA Toulouse, “La figuration des demandes et mémoires sociales, Toulouse, Empalot, Reynerie, Bourbaki, Bagatelle, Papus”

Avec Marjorie Hervé, Architecte Diplômée d’État, dessinateur-projeteur en architecture, Doctorante en architecture au LRA

L’atelier de projet architectural et urbain “Cracker la ville”, fondé en 2006 à l’ENSA de Toulouse, s’intéresse aux méthodes et aux outils disponibles pour faire intervenir les usagers-habitants dans le processus de conception. Il développe une pédagogie qui hybride les acquis des pratiques professionnelles (architecture, art, urbanisme, paysage) et scientifiques (architecture, anthropologie, paysage). Il place les étudiants en immersion sur le terrain, par le biais d’actions collectives qui peuvent s’apparenter à des rassemblements orientés (randonnée urbaine,

performance, résidence).

Ce contact avec le terrain a permis de rencontrer et de collaborer d'abord avec des associations, puis des comités de quartier, et enfin des conseils citoyens. Rapidement, cet atelier a également intéressé les acteurs politiques, élus et techniciens de la ville de Toulouse, puis de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse et enfin de Toulouse-Métropole. Des conventions ont été passées et prolongées pour aujourd'hui se structurer dans un partenariat scientifique et pédagogique, avec des expositions et des publications locales régulières.

Depuis 2006, plusieurs transects territoriaux ont été investigués, du nord au sud et d'est en ouest, mettant toujours en parallèle les tissus urbains ordinaires et les quartiers de la politique de la ville. Nous avons donc élaboré une pédagogie doublement coopérative (entre acteurs politiques et usagers-habitants) qui a donné naissance à la notion de médiation architecturale. Cette médiation nous positionne comme un intermédiaire entre les stratégies à l'œuvre et se cristallise dans une recherche-action menée sur le temps long et associant des étudiants de licence, master et doctorat.

Au fil du temps, l'équipe pédagogique et scientifique s'est retrouvée impliquée à différents niveaux de la mise en œuvre du contrat de ville des quartiers d'Empalot, de la Reynerie au Mirail, de Bourbaki, de Bagatelle et de Papus. La présentation reviendra notamment sur la progressivité avec laquelle les échanges ont avancé, de la réflexion à la conception partagée, en passant par la provocation artistique.

SESSION 2 : Produire des connaissances inédites

Lea Billen, ENS Lyon, Jeanne Demoulin, Univ. Nanterre, Lucie Elie, Univ. Tours, "Le programme de co-évaluation des conseils citoyens : une analyse au prisme de la 'demande sociale'"

Au cours de l'année universitaire 2016-2017, un programme national de coévaluation des conseils citoyens - instances participatives rendues obligatoires par la réforme de la politique de la ville de 2014 - a été mis en œuvre dans une dizaine d'universités françaises. A l'heure où ce dispositif faisait l'objet tant d'importantes opérations de communication promotionnelles de la part du gouvernement que de dénonciations de la part de différents collectifs, et à l'heure où les premières évaluations étaient essentiellement quantitatives, le programme visait à permettre l'émergence d'une évaluation qualitative partagée, construite à partir de débats et d'un travail en commun entre étudiants et conseillers citoyens. Il visait ce faisant à interroger plus particulièrement le caractère démocratique de ces instances à partir de plusieurs entrées : la façon dont les conseils citoyens avaient été mis en place, leurs fonctionnements et marges de manœuvre, les dynamiques qu'ils avaient (ou non) contribué à engager, leurs relations avec d'autres partenaires (associations, collectivités territoriales...), leur influence dans la conduite de la politique de la ville ou encore de leur participation aux instances de pilotage.

Articulée autour de la thématique de la « demande sociale », notre communication propose un retour réflexif sur ce programme en croisant les points de vue d'enseignants, d'étudiants et de conseillers citoyens. Nous nous appuyons pour cela sur une analyse des observations réalisées en chemin par les auteurs de cette communication (2 enseignantes, 2 étudiantes dont l'une qui a coordonné le programme dans le cadre d'un stage de master) et sur une analyse documentaire de l'ensemble des travaux réalisés par les étudiants dans le cadre du programme.

Nous organiserons notre propos autour de trois séries de questions : (1) quelle était la demande sociale à l'origine du programme et quelles ont été les demandes sociales qu'il a fait émerger ou contribué à construire en chemin (au fil des échanges entre universitaires, étudiants, conseillers citoyens, professionnels de la politique de la ville, élus...); (2) quels sont les formats de collaboration qui ont été pensés et mis en œuvre entre étudiants et conseillers citoyens sur les terrains d'une part et étudiants et enseignants investis sur des terrains différents à l'échelle du programme d'autre part ? Dans quelle mesure et de quelle manière ces demandes sociales ont influencé (ou non) le travail des étudiants mais aussi le programme en général ? Quelles questions méthodologiques et éthiques ont alors émergé au cours de la mise en œuvre et quelles réponses y ont été apportées ? ; (3) quels ont été les effets de ces travaux sur les différentes parties prenantes (enseignants, étudiants, conseillers citoyens, professionnels de la politique de la ville, élus...)?

Barbara Morovich, ENSA Strasbourg, Marie Amalfitano, Association Lupovino, “Fabriquer l’espace public ? Une collaboration participative au Polygone (Strasbourg)”

Nous souhaitons, dans un dialogue à plusieurs voix, mettre en avant le processus et les quelques controverses ayant caractérisé une collaboration participative dans le quartier du Polygone, à Strasbourg. Nous partirons de la demande d’aménagement d’un square dans un quartier de « gens du voyage » en rénovation urbaine, formulée par l’association Lupovino, qui défend les intérêts de ces familles stigmatisées. Ensuite nous décrirons le processus : les approches méthodologiques complémentaires, les points de vue et les enjeux différents, entre trois enseignant.e.s (anthropologie urbaine, art, urbanisme) et l’association. Nos postures ont également évolué par rapport aux changements socio-spatiaux du quartier étudié, à la connaissance progressive de l’autre et de ses outils d’analyse et d’intervention.

C’est grâce à une pédagogie utilisant l’analyse urbaine et l’enquête anthropologique, le dessin et la construction éphémère, en parallèle à des nombreuses phases d’observation, que nous avons décrypté la réalité complexe du Polygone et surtout du Square Ariane Icare, mettant au centre de nos préoccupations croisées un quartier qui se transformait sous nos yeux. Cet espace réfléchissait plusieurs enjeux : non seulement les nôtres, mais également ceux de plusieurs familles du Polygone et ceux des étudiants qui, pendant quatre semestres, ont arpenté le quartier à la rencontre de ses acteurs. Cette “arène” était aussi celle des politiques qui ont décidé de la rénovation urbaine et du bailleur qui l’a progressivement concrétisée.

Notre collaboration a été formulée à partir d’une attente, de la part des familles et de l’association, de lieux de rencontre et convivialité et d’une critique partagée vis-à-vis de la rénovation qui se chargeait de l’habitat à travers un urbanisme sécuritaire. Le relogement pavillonnaire, sur un même lieu, de 159 familles « tsiganes » n’avait en effet pas été accompagné d’une réflexion sur les espaces publics.

Ce processus d’« anthropologie collaborative » (Lassiter, 2005 ; White, 2011) a pu nourrir un séminaire de master de l’ENSA-Strasbourg, en 2013 et 2014. Dans ce cadre, nous avons mis en place une enquête et réalisé, avec les étudiants, des entretiens avec des membres de Lupovino et avec des résidents. Deux expositions ont par la suite restitué les travaux ; de plus, durant une « semaine intensive d’art », en 2014, nous avons proposé un projet d’aménagement éphémère dans le square Ariane Icare. Après des ateliers avec des enfants, des aménagements mobiles en bois ont été réalisés par une vingtaine d’étudiants, encadrés par une équipe pluridisciplinaire, et posés sur la Place. A l’occasion du workshop et de sa clôture, plusieurs élus strasbourgeois et des journalistes sont venus prendre la mesure du travail fait et cela a donné de la visibilité à l’association. En revanche, les structures éphémères ont été enlevées quelques heures après la fin du workshop pour des raisons de sécurité. Même si cette collaboration a mis en marche d’autres projets de l’association et a pu la reconforter dans son rôle, le Square Ariane Icare demeure, à l’heure actuelle, sous-utilisé.

Laureline Guilpain, Guillaume Nicolas, ENSA Marne La Vallée, “Comment les gens vivent : ici et là-bas ? Enquête sur les espaces du commun dans l’habitat des ouvriers”

La proposition d’appel à communication s’effectue autour d’un retour sur expérience pédagogique qui se déroulera du 7 au 18 février prochain, dans le cadre d’un intensif inter-année (L3, M1, M2) de 10 jours, à l’EAV&T. La proposition « Comment les gens vivent : ici et là-bas ? » pour l’intensif inter-années 2018 se présente comme l’occasion pour les étudiants de se confronter à la question de l’habitat des ouvriers étrangers et des demandeurs d’asile en France, par l’observation directe et problématisée des conditions de vie des habitants, sur trois terrains d’études, complémentaires par leur situation territoriale et leurs questionnements :

1. le foyer de travailleurs migrants Saint-Exupéry de Sartrouville (95)
2. la résidence sociale Procession à Paris (15e)
3. les squats habités par des demandeurs d’asile réunis autour de l’École des Actes à Aubervilliers (93)

Il s’agira d’enquêter sur les modes de vie et les usages quotidiens des habitants, sur leurs stratégies d’adaptation et revendications face à l’espace, qui dans un cas leur est alloué, et dans l’autre cas qu’ils se sont appropriés ou construits dans l’urgence radicale de ne pas être dans la rue. L’enquête aboutira notamment au montage et à la

réalisation par les étudiants d'un temps de travail avec les habitants, sous forme d'atelier, autour de leur espace de vie. L'enquête et l'atelier donneront lieu à une restitution sous forme de montage vidéo.

Cet enseignement intensif est réalisé en partenariat avec le collectif francilien « Ouvriers du Monde / Architectes de Paix » fondé en 2009 et « l'École des Actes » fondée en 2016 autour du théâtre de la Commune d'Aubervilliers. Cet enseignement croise à la fois l'axe n°1 de ces rencontres, visant à rendre plus visible les conditions de logement des ouvriers étrangers, notamment dans le contexte ayant cours depuis les années 90 de transformation des foyers en « résidences sociales », qui constitue une sérieuse remise en cause des droits à habiter de ces ouvriers. Il permettra également de proposer un retour sur l'axe n°2, les étudiants étant amenés à travailler en partenariat avec différents groupes : à la fois les habitants, source première de ce travail, dont certains sont également membres du collectif « Ouvriers du Monde / Architectes de Paix », l'École des Actes, qui travaille sur ces problématiques depuis plusieurs années, mais aussi nous enseignants, dans une exploration commune d'un possible rôle de l'architecte auprès de ces habitants.

SESSION 3 : Enquêter et projeter

Anne Bossé, Ariane Wilson, ENSA Paris Malaquais, “Cultures matérielles et diasporas”

Croisements. Cultures matérielles et conditions diasporiques est un enseignement de studio de projet que nous avons mis en place pour la première fois en 2016-2017 à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Malaquais. Cet enseignement s'est construit à l'interface de nos préoccupations et compétences, les cultures matérielles et la mondialisation des architectures.

Dans ce studio, nous voulons explorer avec les étudiants les potentiels, pour le projet, de *faire* avec les questions multiculturelles, non pas en les abordant à partir d'un horizon politique idéal - celui du vivre ensemble ou de la mixité sociale - mais en observant le territoire comme le lieu concret du multiculturel en train de se fabriquer. Nous amenons ainsi les étudiants à enquêter en Ile-de-France auprès de deux communautés, que nous imposons : en 2016/2017, il s'agissait des communautés philippine et sri lankaise, en 2017/2018 de celles vietnamienne et éthiopienne. Nous faisons le choix de communautés installées en Ile-de-France depuis une génération ou plus, parmi les diasporas que nous pourrions appeler “discrètes” dans le paysage politique actuel (nous ne nous situons pas face à la migration dans un contexte immédiat de crise et d'urgence).

Au cours du début de l'enquête, les étudiants repèrent et choisissent un objet qui les amènent à poursuivre l'enquête et à révéler des tensions, des conflits, des interstices ou des arrangements entre ici et là-bas, à inventorier des lieux et des histoires peu connus, des demandes d'espaces spécifiques et des situations inhabituelles.

Ce sont les ressources et les ressorts de l'enquête, son intensivité et sa qualité, et l'engagement relationnel auprès d'acteurs clés, qui permettent des propositions de projets à la fois réalistes et quasi utopiques, à même de nourrir le travail collectif sur le semestre. La notion de projet recouvre in fine des propositions très différentes : de nouveaux objets migrants, des architectures pluriculturelles, des transformations de lieux existants, des cahiers de charges.

Catherine Ranou, Marc Dillet, ENSA Paris Val de Seine, “TRANS-RURAL LAB, Learning from Rural Studio à Caulnes, (Côtes d'Armor)”

Trans Rural Lab est l'occasion de plusieurs enseignements depuis 2015: Matières grises, studio de projet de licence 3, encadré par Catherine Rannou, Marc Dilet, Edith Akkiki (2015-2018); (Re) Construire, studio de master 1, encadré par Dominique Cornaert (2016-2017); Territoires Sensibles, séminaire de master 1, animé par Emmanuelle Bouyer, Dominique Cornaert et Catherine Rannou (2016); Projeter/Hyper-situations, studio de master 2, encadré par Alain Guiheux et Catherine Rannou (2015) avec l'étroite collaboration de Didier Pidoux du CAUE 22, Projet soutenu par la Fondation Daniel & Nina Carasso et le CG22. Le film diffusé a été réalisé

par Sylvain Gouraud (2017) pour la Fondation Daniel & Nina Carasso

Elsa Vivant, Ecole d'Urbanisme de Paris, "Faire la ville avec les fous ? Retour d'une expérience pédagogique de programmation urbaine d'un équipement ambulatoire de soin psychiatrique"

Cette communication propose d'analyser une expérience pédagogique menée dans le cadre d'un atelier de programmation urbaine du master 2 Promu (Programmation, projet, management urbain) de l'École d'Urbanisme de Paris. A la demande de l'établissement de santé mentale Maison Blanche, les étudiants de Master 2 ont étudié les conditions d'implantation urbaine d'un nouvel équipement de soin de santé mentale dans le 19ème arrondissement. En vue de mieux comprendre les besoins, attentes et singularités des usagers potentiels de cet établissement à venir, les étudiants ont réalisé des séances de travail avec les patients d'un hôpital de jour pour adolescents souffrant de troubles psychiatriques.

La communication s'axera sur la question de la relation aux usagers que cette expérience a expérimenté. Il s'agissait de comprendre les pratiques et perceptions de la ville de potentiels usagers de l'établissement à programmer. Amener des étudiants à organiser des séances de travail avec des jeunes souffrant de troubles psychiatriques n'a rien d'anodin. Quelle est la nature et la valeur de l'information recueillie ? Pourquoi s'intéresser aux usagers et à ces usagers en particulier ? Que provoque, pour l'étudiant, cette rencontre ? Quelle est la nature de la relation qui se construit avec les usagers ? Qu'engage-t-elle ? Autant de questions qui ont été soulevées par les étudiants tout au long de l'atelier et qui induisent une très grande réflexivité de leur part sur le sens de leur travail et de leur investissement dans la démarche. Au-delà d'un travail avec des usagers, ces séances ont une charge émotionnelle importante qu'il convient d'accompagner : entre la crainte et la surprise des premières minutes, l'empathie et l'engagement que crée une forme de complicité, et la culpabilisation de construire une relation sans lendemain avec des jeunes en souffrance. La dimension personnelle du sujet ne doit pas être négligée : elle renvoie chacun à ses propres angoisses ou celles de leurs proches. Quel devient alors le rôle de l'encadrant ?

TABLE RONDE : Inaugurer des enseignements coopératifs

Alain Guez, ENSA Nancy, "Des démarches prospectives de l'ENSA de Nancy"

Avec Nadège Bagard, Emeline Curien, Nicolas Depoutot, Cécile Fries-Paiola, Sébastien Rinckel, Rémi Rouyer, Marc Verdier.

De nombreuses et diverses initiatives de pédagogies coopératives ont été mises en oeuvre à l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy (Ensan) : certaines au cours des dernières années et d'autres depuis plus d'une décennie. La contribution de l'Ensan aux rencontres Pédagogies coopératives et demandes sociales est collective et vise à engager une réflexion interne à l'école et dialoguant avec les autres écoles mobilisant ces types de pédagogie. Il apparaît que les démarches engagées à l'Ensan, lorsque observées de manière transversale, participent à définir le rôle et la place de l'école d'architecture dans une réflexion collective à caractère clairement prospectif. Ce positionnement nous semble ici intéressant pour questionner la relation entre réflexion collective, demande sociale, expérimentation et projet. Les thématiques explorées dans les démarches menées à l'Ensan couvrent un large spectre des questions territoriales et architecturales contemporaines à partir de cas localisés dans les différentes configurations de la région Grand Est et au-delà. Les situations dans lesquelles sont expérimentées ces démarches peuvent être métropolitaines, périurbaines et rurales ou encore portant sur des bourgs et de petites villes. Elles mobilisent des acteurs et des compétences polytechniques et humanistes présents dans le campus de l'Université de Lorraine (UL) associant par exemple des bailleurs sociaux, la collectivité, des habitants, des associations, des entreprises, ... et des enseignants-chercheurs ainsi que des étudiants de l'Ensan et d'autres organismes d'enseignement supérieur de l'UL allant de la sociologie, à l'agronomie en passant par

l'ingénierie du bois. Ces démarches privilégient certes la formation de futurs architectes et urbanistes capables de comprendre des demandes sociales diverses et complexes, de les traduire dans le projet et d'explorer, à travers le projet, des possibles émergents ou encore latents tout en cherchant la bonne distance par rapport aux contingences opérationnelles. Dans cette perspective, l'orientation prospective est ancrée dans le présent tout en explorant les limites des cadres de la production actuelle de l'espace habité pour mieux en révéler les enjeux et possibilités pour l'avenir. Ce positionnement semble bénéficier aujourd'hui d'une disponibilité des acteurs de la transformation des territoires habités, à la recherche de nouvelles perspectives nécessaires aux transitions environnementales et sociales qui s'imposent.

Pauline Ouvrard, Paolo Grisello, ENSA Nantes, "Enquêter en territoires non standards : retour sur deux immersions pédagogiques à Buenos Aires et Castel Volturno"

En s'inscrivant dans le domaine d'études « Espaces critiques. Architectures et urbanités à l'épreuve de la métropolisation » du master de l'ENSA Nantes, ces deux studios de projet présentent à la fois une démarche exploratoire des incongruités et paradoxes des villes contemporaines tout en s'interrogeant sur les outils conceptuels et opérationnels pour la transformation de territoires hors norme. A travers ces deux démarches prospectives, nous discuterons les conditions de l'enquête en territoires non standards et expliciterons les dispositifs pédagogiques déployés permettant aux étudiants de projeter pour interpellier et faire émerger la demande sociale.

Maxime Poumerol, Univ. Tours, "Ecouter la voix des habitants : interaction entre les regards des aspirants aménageurs et celui des populations"

A partir de la reconnaissance du pouvoir d'agir des habitants, l'équipe encadrante incite les élèves à s'interroger sur les reconfigurations du métier d'urbaniste et du processus de projet. Plus qu'une incitation, c'est également une invitation qui est lancée aux élèves afin qu'ils prennent en main ce cours, afin qu'il réponde à leurs attentes et leurs envies.

Pour ce cours avec 24 élèves, l'équipe encadrante est composée de :

- Laura Verdelli, enseignante-chercheuse à l'Université de Tours
- Valérien Poyau, chargé de mission à l'Unadel (Union National des Acteurs du Développement Local)
- Maxime Poumerol, chargé de mission à Appuii (Alternatives Pour des Projets Urbains Ici et à l'International)

Les élèves sont au début de leur parcours de spécialisation en Aménagement du Territoire. À travers les 24h de cours dédiées à cet enseignement, les étudiants sont amenés à se poser les 4 questions suivantes, qui forment les axes de travail :

- Comment travaille-t-on à plusieurs ? Comment prendre en compte la voix de chacun et fonctionner en synergie ?
- Comment sont vécues les transformations urbaines du point de vue des habitants ?
- Comment prendre en compte la parole, le récit, les représentations des habitants de leur quartier ?
- Comment représenter l'espace ? Et plus spécifiquement à partir de la notion de vécu(s)
- Comment relier les notions de projet urbain/politiques publiques avec la démocratie ?

Afin que les étudiants trouvent des éléments de réponses aux questions citées ci-dessus, les 12 séances sont divisées en 2 parties bien distinctes. Une première partie qui tente de les alimenter au maximum sur la diversité des thèmes abordés, une deuxième qui passe par le faire où les étudiants devront saisir les perches tendues et aborder les questions qui les intéressent dans une démarche socialement utile. Pour cela, le choix a été fait de se concentrer sur les quartiers de la métropole tourangelle concernés par le NPNRU.

Spécificité notable, Valérien Poyau et Maxime Poumerol (22 et 23 ans) sortent tout juste de cette école et

connaissent actuellement leur première expérience professionnelle dans des associations qui oeuvrent et militent pour une autre approche dans les projets urbains et territoriaux. Critiques à l'égard de la formation dispensée, la forme de ce cours est née de la coopération entre Laura Verdelli et ces derniers.

SAMEDI 26 MAI 2018

SESSION 4 : Réaliser sur place et avec la société civile

Marie Segonne, ENSA Marseille, “Les bidonvilles comme lieux d'apprentissages et d'expérimentations”

Face à la crise migratoire et à celle du logement, certains enseignements tentent de réduire l'écart entre formation en architecture et réalités des contextes précaires. Depuis quelques années, certaines écoles, dont notamment celles de la Villette, Paris Belleville et Marne-La-Vallée, mettent en place des cours sur la question des bidonvilles. S'ils se différencient par leurs contenus et leurs formats (workshop, cours optionnels, projet de master ...) ces enseignements se rejoignent sur l'élaboration de projets concrets en lien avec les habitants et la mise en œuvre de pédagogies « par le faire ».

S'intéresser aux bidonvilles dans une école d'architecture c'est, d'une part, se positionner contre la destruction de cette forme d'habitat ainsi que l'éviction de ses habitants et, d'autre part, affirmer que les architectes ont un rôle à jouer. Confronter les étudiants à des formes d'autoconstruction qui échappent aux normes et à la planification urbaine c'est également les amener à s'interroger sur la production du logement standard et la fabrication de la ville.

Ces enseignements présentent un double enjeu : apprendre d'une situation construite alternative à la ville normée et améliorer les conditions de vie dans un contexte précaire. Ceci implique le risque latent de tomber dans l'écueil du misérabilisme ou celui de l'idéalisation du bidonville. Amener les étudiants à travailler sur un contexte réel qu'ils découvrent en même temps qu'ils le transforment, c'est également accepter la possibilité d'une erreur, d'un décalage entre les besoins réels et ce qui est produit. Quels enseignements tirer de ces projets ? Et comment s'assurer des bénéfices de telles expérimentations pour les habitants ? Enfin, dans certains cas les étudiants travaillent sur des constructions irrégulières au statut résidentiel instable. Ces interventions, en marge des cadres conventionnels, soulèvent une question : jusqu'à quel point les Écoles Nationales Supérieures d'Architectures peuvent-elles s'engager ?

Juliette Pommier, Emmanuel Breton, Pauline Dancoine, ENSAP Lille, “Une expérience d'habitat participatif à Roubaix : accompagner la formulation de la demande sociale”

La ville de Roubaix a lancé en septembre 2016 un appel à manifestation d'intérêt sur le thème de l'habitat participatif, en vue de monter des opérations sur trois sites. Cet appel était encadré par une série d'ateliers et de visites organisés par l'AMO Extracité, de novembre 2016 à juin 2017 : leur objectif comprenait à la fois l'information et la sensibilisation du public à l'habitat participatif, et la constitution de groupes d'habitants susceptibles de s'engager dans une telle démarche.

L'atelier de master s'est organisé autour de cet appel : il s'agissait de créer les conditions pour expérimenter à l'échelle d'un semestre les premières phases du processus de l'habitat participatif, en accompagnant le montage

des opérations en cours à Roubaix. Mettant en interaction l'expérience in vivo (à la ville) et l'expérimentation in vitro (à l'école), l'atelier visait à constituer un laboratoire urbain au plus près des demandes en cours de formulation par les groupes d'habitants. L'articulation in vivo / in vitro, si elle a rencontré quelques difficultés de planning entre les différents partenaires – ENSAPL, Ville de Roubaix, AMO, groupe d'habitants en cours de montage –, a permis aux étudiants et aux habitants volontaires de parcourir durant le semestre trois phases de travail : 1/ une phase de découverte des enjeux de l'habitat participatif, d'analyse critique des trois sites et de leurs contextes, et de programmation ; 2/ une phase de conception d'ensemble de l'habitat et du système typologique ; 3/ une phase de co-conception plus détaillée des logements et des espaces intermédiaires. L'expérience de ce semestre a permis aux étudiants d'appréhender la difficulté de montage des groupes d'habitants (un seul groupe sur les trois espérés) et d'accompagner les différentes phases d'information du public et d'expression et de traduction spatiale de la demande sociale. A ces différents stades, ils ont expérimenté plusieurs outils de dialogue, d'analyse de la demande sociale. En phase programmation : des questionnaires sur les modes de vie, un « jeu de l'oie » sur le thème des usages partagés au sein de l'habitat, des entretiens semi-directifs et des visites commentées du domicile avec le groupe d'habitants constitués. En phase de co-conception : des organigrammes d'usages et de valeurs partagées, des plans schématiques annotés, des maquettes manipulables au 1/50e, et des recueils de références pour comprendre les ambiances souhaitées. L'expression de la demande sociale était donc centrale dans le dispositif. Pour autant, elle ne prenait sens que dans la compréhension globale du processus de co-conception, nécessairement ouvert. Les enjeux pédagogiques se situaient donc aussi bien dans l'expérimentation des outils de programmation que dans la conscience des interactions multiples entre dispositifs spatiaux, adaptabilité à la demande sociale, et dispositifs de dialogue.

Federica Gatta, Univ. Grenoble, Théa Manola, ENSA Grenoble - UGA, "Enquêter 'Lucie Aubrac'. Questions pédagogiques, inter-disciplinaires et politiques"

Dans le cadre de cette communication nous souhaitons faire le retour d'expérience sur un « cours intensif » d'une semaine réalisé par 40 étudiants de Master 2 en Urbanisme et Projet Urbain de l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine de l'Université Grenoble Alpes et par 16 étudiants de Master 2 de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble dans le cadre d'une unité pédagogique intitulée « Expériences citoyennes et fabrique de la ville : participations, médiations, implications ». L'objectif pédagogique a été à la fois de doter les étudiants d'un esprit critique vis-à-vis des processus participatifs, mais également de leur faire expérimenter des situations d'échange afin de mieux saisir les vécus, représentations, pratiques et enjeux du territoire.

Ce travail a été mis en place suite à une rencontre avec la société civile et plus spécifiquement, avec un groupe de parents d'élèves du collège Lucie Aubrac de la Villeneuve (Grenoble), incendié en juin 2017. Suite à l'incendie du collège et le déplacement provisoire des élèves dans un ancien bâtiment (ancien collège des Saules réhabilité à l'occasion), un processus participatif court est prévu entre la fin septembre et le début décembre 2017. Cet événement fait surgir aujourd'hui plusieurs questions autour de la place (physique, symbolique, pratique, identitaire ...) du collège dans le quartier et dans la ville.

Le workshop s'est déroulé du 18 au 22 septembre 2017 et a été alimenté à la fois par des interventions théoriques, une courte enquête de terrain sur les représentations (historiques, territoriales, sociales, spatiales, dans les pratiques, dans le futur) du collège Lucie Aubrac dans la Villeneuve de Grenoble, réalisée auprès des élèves, des enseignants, des parents d'élèves.

Les apports pédagogiques de ce dispositif pédagogique sont à la fois humains et de contenu. Des réflexions sur les dispositifs participatifs, sur la médiation architecturale et urbaine, mais aussi sur l'apport des SHS au processus de projet, ont pu être abordées de manière directe ou indirecte. Plus encore cette expérience ouvre des pistes de réflexion sur les croisements « disciplinaires » au sein de la pédagogie, mais questionne aussi frontalement les enjeux (d'intérêt pédagogique) et les difficultés (notamment en termes institutionnels et de possible instrumentalisation des discours) de travailler avec des étudiants sur des sujets d'actualité, potentiellement polémiques. Cela nous amène aussi alors à questionner la place du politique dans la formation en architecture et peut-être plus largement en aménagement et design d'espace.

SESSION 5-1 : Entre demande et commande, une question de public

Florian Golay, Cécile Leonardi, ENSA Grenoble, “Répondre à une demande de sens. Un semestre de projet avec les conseils citoyens de deux quartiers en rénovation urbaine”

L'entrée privilégiée pour aborder l'exercice pédagogique de cette année consiste à interroger la spécificité de la « demande sociale » que nous avons rencontrée sur nos deux terrains d'étude. Que ce soit à la Villeneuve d'Echirolles ou dans le quartier Renaudie, cette demande ne s'est pas exprimée sous la forme d'un besoin à combler en termes d'équipement, d'aménagement ou d'amélioration du logement. Les conseils citoyens voulaient plutôt, avec notre aide, donner de la matière et des suites à leurs questions. A Echirolles, ces questions visaient les partis pris les plus affirmés du projet urbain, ses « incantations » (pourquoi « résidentialiser » la Convention ? Jusqu'où, à Beaumarchais, « redonner une place à la rue » sans tuer la dalle ?). A Saint-Martin-d'Hères, ces questions intéressaient davantage ce que le projet urbain était en train de négliger, ce sur quoi il restait « muet » (Comment reconvoquer/réactualiser les potentialités d'une architecture qui est loin d'avoir « fait son temps », mais qui ne focalise l'attention des bailleurs qu'à l'endroit d'un problème de gestion et d'entretien ?). Pour le dire autrement, la demande sociale dans ces deux cas était avant tout une demande de sens. Il s'agissait à Echirolles d'explorer le sens de propositions dont la spatialisation manquait de consistance, à Saint-Martin-d'Hères de redonner du sens à une architecture dont l'incroyable consistance posait quant à elle question.

Partant de là, nous aimerions prendre le temps de décrire la manière dont cette demande s'est construite et s'est frayée une voie jusqu'à l'ENSAG par l'intermédiaire d'acteurs et de situations qui l'ont aidé à incuber, à mûrir (le workshop d'APPUI de mai 2017 ; le travail de longue haleine mené par Gabrielle dans le cadre de son musée du temps libre à Renaudie). Il nous paraît en effet intéressant d'évoquer la manière dont des pédagogies coopératives se construisent sur la durée, via un réseau d'initiatives et des relations d'affinités qui leur offrent un fondement. Puis il s'agirait de revenir plus rapidement sur la manière dont cette demande a questionné notre pédagogie du projet. Comment servir et accompagner une demande qui, de fait, ne s'exprime pas sous la forme d'un programme à formaliser, mais sous l'angle d'une série de questions posées plus directement à l'architecture et à ses “écritures”, par des habitants attachés aux architectures qu'ils pratiquent quotidiennement ?

Rémi Laporte, ENSA Clermont-Ferrand, “La demande sociale confrontée aux enjeux environnementaux : éco-concevoir un Centre d'hébergement d'urgence en mode coopératif”

En réponse à l'appel à communication, nous proposons de présenter un retour d'expérience sur un enseignement de projet long conduit en master 1 à l'ENSACF pour la deuxième année consécutive. Il découle de la sollicitation d'un collectif d'associations gestionnaire d'un centre d'hébergement d'urgence à Clermont Ferrand.

Partant du souhait de préfigurer la relocalisation et la pérennisation de cet équipement dans une friche industrielle en cours de requalification, cet enseignement amène les étudiants à rencontrer directement les services de l'Etat en charge de ce dossier, la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'usage et les utilisateurs de ce centre via plusieurs séances d'observation, d'échange, et de restitution.

Visant un niveau de définition avancé des aspects spatiaux, d'ambiance, constructifs ou économiques du projet, l'exercice implique une équipe enseignante pluridisciplinaire associant des architectes, une anthropologue, un urbaniste et un thermicien.

Les objectifs pédagogiques ciblent prioritairement le développement de la capacité des étudiants à concevoir une architecture conciliant des qualités d'usage adaptées à des besoins spécifiques (ici : ceux de SDF, migrants ou personnes en stabilisation sociale, et des personnels s'occupant d'eux), des qualités environnementales (économie foncière, bioclimatisme, matériaux biosourcés, pérennité), et des qualités urbaines (relation aux voisinages, insertion paysagère, capacité à accompagner la mutation du quartier).

En assignant ces exigences, l'exercice conduit les étudiants comme leurs interlocuteurs à se confronter aux

représentations qu'ils ont de l'habitat d'urgence, les notions qui leur sont implicitement associées (l'éphémère, le modulaire, la répétition, le « cheap and fast ») et les ambitions architecturales qu'ils assignent à ces types de programmes souvent peu valorisés.

Les projets élaborés par les étudiants lors du premier semestre ont ainsi fait découvrir à la maîtrise d'ouvrage des réponses à leurs demandes différentes de celles attendues et leur ont fourni d'autres arguments à mobiliser dans les négociations avec les pouvoirs publics pour faire aboutir le projet. Pour autant, le déroulement du dispositif pédagogique a parfois été dévié par la difficulté d'impliquer dans le projet les populations hébergées ou par les discordances des demandes émises par les différents intervenants. Ces limites ont toutefois eu l'intérêt de faire énoncer des difficultés tacites et de poser certains débats. Elles ont également permis aux étudiants de saisir la complexité des enjeux liés à un projet apparemment simple et de nuancer la tendance de la plupart à idéaliser les processus de conception convoquant l'usager.

François Nowakowski, ENSA Lyon, "Une pédagogie en situation : imaginer un territoire en projet avec ses acteurs"

En partenariat / échange avec : Anaïs Piolet et Amaël Raphaneau, CAUE d'Ardèche ; Eglantine Simonet, chargée de mission Communauté de Communes du Val de Ligne, Nadine Roudil, Nadine Ribet, Sandra Fiori, Florimond Gauvin, ENSA Lyon + Etudiants de l'atelier 2017 & 2018

Dans cette communication, nous souhaitons relater et proposer un retour réflexif sur une démarche pédagogique co-construite entre une équipe d'enseignants et chercheurs de l'ENSA Lyon avec les acteurs d'un territoire ardéchois, la communauté de communes du Val-de-Ligne. Cette démarche s'est fondée au croisement des préoccupations éthiques et politique d'un collectif d'enseignants avec les attentes des acteurs d'un territoire. Le questionnement des enseignants-chercheurs portait sur les conditions d'émergence d'alternatives aux processus de globalisation et de métropolisation dans les territoires dits ruraux, en interrogeant les processus de co-évolution des établissements humains avec leurs territoires. Ces questionnements sont entrés en congruence avec les interrogations de différents acteurs d'un territoire ardéchois, la communauté de communes du Val de Ligne, en déprise économique et démographique mais néanmoins engagée dans une démarche de revitalisation accompagnée par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires dans le cadre du programme « Revitaliser les centre-bourgs ».

La coopération qui s'est nouée entre les équipes enseignantes de l'ENSAL et différents acteurs élus notamment, mais aussi institutionnels (Parc Naturel Régional, CAUE, Lycée Hôtelier), a nécessité un temps, relativement long mais invisible, de négociations, préparations, acculturation mutuelle sur les attendus des uns et des autres, préalable aux temps d'enseignement. L'arrivée d'étudiants dans le territoire, pour plusieurs séjours successifs (Une session en 2016, 4 sessions en 2017 pour un atelier déployé sur un semestre) a renforcé cette dynamique d'échanges en élargissant les espaces et les moments de discussion tout en apportant une diversité de regards nouveaux. La dynamique de l'atelier s'est notamment appuyée sur un processus d'autonomisation des étudiants dans les échanges avec les partenaires et dans la définition des modalités d'action avec les acteurs locaux et les habitants. L'organisation, par les étudiants et la collectivité, d'un atelier public et d'une exposition, en juin 2017, a ainsi permis de mettre en débat des futurs possibles et d'identifier de nouveaux potentiels d'intervention. Ces réflexions ont permis de confirmer la volonté de coopérer entre les partenaires pour l'année 2018, en renforçant notamment les temps d'échange et de rencontre avec les habitants et élus.

La présente communication propose un retour réflexif de cette coopération centré sur les temps de débat et de négociation, parfois de désaccord, entre les différentes parties prenantes de la démarche, en observant notamment les reformulations successives des attentes mutuelles à travers les ouvertures induites par les engagements et prises de positions des étudiants dans ce processus.

Yannick Hoffert, Khedidja Mamou, Armand Vaissade, ENSA Montpellier, “Retour sur deux ans de studio : passer de la commande à la demande”

Nous proposons de revenir sur un dispositif de pédagogie coopérative mis en place depuis 2016 dans le domaine d'études Situation-S, domaine créé la même année à l'ENSA Montpellier.

Nous présenterons d'abord les particularités de ce domaine d'études, entre autres, travailler les situations de commande/demande, accompagner l'autonomisation des étudiants, croiser et faire dialoguer cinq champs disciplinaires..

Nous entrerons ensuite plus spécifiquement dans le dispositif pédagogique du semestre 9 (co-encadré par Yannick Hoffert et Khedidja Mamou), qui s'est appuyé pour ses deux premières années sur les thématiques de re-territorialisation et d'agriculture, en partenariat avec l'INRA, notamment en prenant part à un programme de recherche-action sur les questions du bâti agricole. Les situations de projet dans lesquelles les étudiants sont « plongés » sont inédites et invitent à se positionner dans un espace de co-production où l'altérité, le partage de savoirs et la controverse alimentent le débat. L'objectif pour l'étudiant est de construire sa place non seulement en termes professionnels mais aussi politiques et sociaux. « Faire » et « éprouver », « considérées ensemble ou dans leur interaction », forment ce que Dewey dénomme justement une « situation ». L'attention à l'usage et à la réception de l'architecture par ses habitants s'appuient sur une pratique des ateliers in-situ à travers des dispositifs comme l'observation participante, la co-conception, le débat... La linéarité de l'enchaînement classique « programme - site - projet » est réinterrogée pour s'ouvrir à des questions larges sur le territoire et les actions à entreprendre, et sur le projet comme producteur de connaissances.

La première année, dans le cadre d'un projet de regroupement agricole, le fait d'avoir posé un programme semble avoir permis aux étudiants d'interroger la demande sociale qui peut exister ou apparaître ensuite. Certains d'entre eux ont ainsi pointé l'inadéquation entre des intentions politiques (une commande) et des besoins et aspirations habitantes, et ils ont été attentifs à ce dont les viticulteurs pouvaient avoir besoin (demandes sociales).

Cette année, la situation pédagogique s'est davantage ouverte, sur un territoire vaste et sans commande préalable. Ainsi, certains étudiants ont pu contribuer à faire émerger une demande habitante. C'est notamment le cas d'Armand Vaissade qui a provoqué la rencontre avec un paysan en lui « proposant de l'aider ». Si au départ, le paysan a demandé un relevé de son oliveraie, cette demande a généré la réactivation d'un pressoir à olives familial. L'étudiant a ainsi co-conçu, en situation, et avec l'habitant-paysan.

Ainsi, dans l'organisation de l'atelier, si nous sommes convaincus des vertus d'une entrée par une analyse du territoire suffisamment libre pour permettre aux étudiants de « se fabriquer une vision en immersion », nous semblons nous orienter de plus en plus vers une « commande large peu précisée » sur laquelle les étudiants peuvent s'appuyer et dans laquelle la demande sociale semble pouvoir trouver une place.

Ainsi, nous proposons de nous appuyer sur les convergences et les écarts apparus entre ces deux années de situations pédagogiques et sur les retours des étudiants.

Elise Macaire, Isabelle Genyk, ENSA Paris La Villette, “Territoires ruraux en déprise et innovation sociale. Retour sur un workshop participatif en inter-formation”

Depuis plusieurs années, le Pays de Combraille en Marche (Creuse) invite des établissements d'enseignement supérieur afin d'accompagner les communes situées sur son territoire dans une réflexion sur leur devenir. « Conçu par et pour les habitants autour d'ateliers participatifs », le projet de territoire mené par le Pays croise développement territorial et design de service (actions la Fabrique des Futurs ou l'Université rurale). Plusieurs raisons incitent la collectivité à développer des « workshops » : pallier à un défaut d'ingénierie en milieu rural, développer une démarche de prospective en mobilisant un public jeune, construire de « l'innovation sociale » tout en participant à la construction des expertises recherchées, etc.

Depuis deux ans, l'EnsaplV est impliquée dans ces workshops associant l'École de design Gaston Loewy (master 2 en écoconception) située à La Souterraine (Creuse), et des structures associatives (CAUE de la Creuse et

Didattica, association de l'Ensaplv). À chaque fois, une commune est choisie pour accueillir les étudiants. L'implication des partenaires est au cœur du dispositif pédagogique (équipe pédagogique élargie à des professionnels du territoire + intervenants extérieurs). L'interdisciplinarité est valorisée par le Pays (d'autres workshop ont lieu avec la section paysage de l'Ensapbx) tout comme l'implication des habitants dans la démarche.

Le workshop traite de la déprise des territoires ruraux, en particulier les centres-bourgs (vacance des logements, départ des commerces, friches industrielles, touristiques, ferroviaires...). Les attendus sont clairement orientés vers « l'innovation » dans les politiques publiques. Organisés en groupes interdisciplinaires, les étudiants ont à proposer des idées dans le cadre d'une démarche de projet articulant plusieurs échelles de conception. Ils doivent faire avec le contexte singulier des territoires ruraux : les collectivités sont directement portées par les « habitants », élus non professionnels, en très grande proximité avec les autres citoyens. On pourrait parler de contexte de démocratie de « rue » (les élus sont en contact permanent avec les administrés). L'implication de la population doit alors se faire dans sa globalité (enfants, actifs, personnes âgées, entreprises et artisans, commerçants...) pour être perçue comme légitime et c'est ce qui fait l'intérêt de ce cadre sur un plan pédagogique : les étudiants ont à faire à une « microsociété ».

Deux expériences menées avec l'Ensaplv sont explorées ici pour restituer la démarche du Pays de Combraille en Marche. La première a eu lieu en 2017 sur le thème de la culture et l'autre en 2018 sur le bourg à énergie positive. Comme le Pays construit avec les équipes pédagogiques un dispositif visant à impulser des initiatives à l'issue des workshops, nous essaierons d'analyser quelles sont les retombées de ces actions sur le territoire. Une fois les étudiants repartis, comment les collectivités investissent les propositions sorties des travaux présentés ? Les étudiants construisent-ils des relations durables avec les collectivités (stages, premiers emplois, etc.) ? Comment les agents du Pays conçoivent leur part de la pédagogie ? On décrira ainsi la formulation de la demande sociale, sa traduction en un exercice pédagogique, et le système d'acteurs du dispositif. On cherchera à comprendre les ressorts de la dynamique mise au travail par la collectivité et les motivations des agents qui en sont les promoteurs.

SESSION 5-2 : Entre demande et commande, expériences longues

Agnès Deboulet, Univ. Paris 8, "Dix ans de réponses à des demandes de citoyens ordinaires"

Il s'agit ici de réfléchir à la diversité des modalités d'enseignement en implication directe avec des habitants ou des « citoyens ordinaires » réalisés entre 2004 et 2011, à l'Ensa Paris-la Villette avec plusieurs collègues (V. Foucher-Dufoix, P. Revault, M. Sineus, J.F Tribillon) et ayant donné naissance à l'association Appuii, puis à l'Université Paris 8 (Deboulet, Lafaye, à paraître 2018). Les ateliers ou enseignements passés en revue relèvent des études urbaines et du champ des études sociologiques. Ils ont souvent été pratiqués avec des collègues enseignant.e.s des écoles d'architecture et interrogent donc la pluridisciplinarité, non comme recette imposée mais comme choix pédagogique.

Cette communication interroge les diverses modalités de l'interpellation locale et en retour, les réponses que l'on peut apporter, dans des situations de conflit. Elle montrera dans un premier temps les différentes postures portées par les enseignants : nécessité de clarification des rôles sociaux des étudiants et de l'équipe pédagogique vis-à-vis des interlocuteurs locaux : évaluation ex.ante de la pertinence et du niveau de réalisme des investigations, sélection des segments les plus utiles (étude, diagnostic, pré-projet, etc.).

On questionnera dans un second temps trois thématiques centrales à ce type de pédagogies et recherches citoyennes : l'impartialité impossible, l'intermédiation et la redevabilité. La variation selon les contextes locaux et nationaux (situations locale ou nationale de développement ou de problème de développement humain ; niveau de démocratie et de transparence ; configuration et niveau d'ouverture des acteurs locaux) sera l'objet d'un examen comparatif permettant de mieux faire ressortir la marge de manœuvre des équipes pédagogiques et la capacité d'appropriation de leurs résultats par les collectifs demandeurs.

Puis l'apparition de la figure d'un tiers-médiateur reconnu tel qu'Appuii (Deboulet, Mamou, 2016) permettra

dans un troisième temps d'appréhender la valeur ajoutée de productions étudiantes engagées dans la formulation de revendications assumées à la co-production, venant notamment de travaux dans des quartiers populaires français soumis à des injonctions fortes de renouvellement urbain sans concertation. Je montrerais comment l'apparition d'APPUIII a en partie modifié la donne.

Bernard Haumont, CRH, "De la demande à la commande : coopérer avec les CAUE"

Les demandes sociales en matière d'architecture, d'urbanisme ou d'aménagement sont aptes à se manifester de façon très contrastée selon les appartenances culturelles et sociales de ceux qui les expriment, des contextes et canaux par lesquels elles transitent, et des cadres et institutions qui les recueillent et éventuellement les transforment en commandes. Comme on le sait, les sans voix sont plutôt plus nombreux que ceux qui peuvent s'appuyer ou même utiliser les réseaux associatifs ou institutionnels à leur disposition. Y compris, comme a pu le montrer Pierre Bourdieu, dans les enquêtes scientifiques, voire même les enquêtes d'opinion.

Nous sommes ainsi convaincus que l'expression des demandes sociales, notamment lorsqu'elles peuvent émerger de populations qui rencontrent des difficultés à se faire entendre sur les scènes sociales ou politiques, exigent des médiations diverses. Nombre d'associations, locales ou nationales, tiennent ce rôle tout à la fois de relai vers les instances ayant à en connaître et de reformulation de ces demandes dans des formes admissibles et légitimes. Quelques institutions, les unes pérennes, les autres plus temporaires, tiennent également ces rôles : APU, CAUE, collectifs divers... Il s'agit ainsi et ici de rendre compte de deux expériences : l'une qui a mobilisé des écoles d'architecture et des CAUE pendant plusieurs années au travers d'une association conjointe « Territoires et Enseignements » que j'ai aidé à fonder, l'autre avec un enseignement que j'ai mené pendant deux années au niveau master au sein de l'ENSA PVS, en association avec divers CAUE. Dans un cas comme dans l'autre, les objectifs étaient de rapprocher les écoles et leurs étudiants de situations locales et concrètes, où les demandes et parfois les commandes n'égalent en rien ce qui souvent nourrit les grands projets de fin d'études, et de montrer que différentes formes d'exercice existent, notamment certaines au plus près des populations concernées.

Dans le cadre de Territoires et Enseignements, plusieurs ateliers collectifs in situ ont pu être organisés en conjonction avec les CAUE, où les étudiants logeaient chez l'habitant (Nièvre, Lot...), et de la sorte étaient à même d'appréhender directement les motivations et ressorts des habitants vis-à-vis des aménagements envisagés, et ainsi de proposer des solutions alternatives au problème posé. Au sein des enseignements que j'ai pu mener au sein de l'ENSA PVS, il s'agissait d'orienter les étudiants de niveau master vers des préoccupations locales, où les architectes ont des rôles importants à jouer : par exemple, dans la réorganisation des grands lotissements du Nord-Pas de Calais, dans la mise en valeur de patrimoines locaux, ou à l'écoute des demandes les moins audibles lors de l'élaboration des PLU et des SCOT.

Ma communication restituerait brièvement ces histoires et situations, et surtout s'interrogerait plus fondamentalement sur les modalités d'émergence et de formulation des demandes sociales, sur leurs médiations, et sur les façons dont les écoles peuvent s'en saisir, avec l'exemple des ateliers participatifs comme justement les CAUE les développent en France, et comme d'autres structures à l'étranger (Montréal, Philadelphie...) en ont fait un outil de planification architecturale et urbaine.

2ÈMES RENCONTRES DU RÉSEAU

Centre SUD - Pratiques et Pédagogies coopératives autour des questions architecturales et urbaines

PRÉSENTATION DES INTERVENANTS



Léa Billen est agrégée de géographie et diplômée d'un master en aménagement et urbanisme. Elle a participé à la coordination du programme national de co-évaluation des conseils citoyens lancé en 2016 et a réalisé un mémoire de recherche sur cinq conseils citoyens de la banlieue Est parisienne sous la direction de Marie-Hélène Bacqué et de Sylvie Fol. Elle participe à la recherche participative et pluridisciplinaire POP-PART qui entend analyser les reconfigurations sociales et urbaines en cours dans dix quartiers populaires franciliens à partir du prisme de la jeunesse. Elle est aujourd'hui en préparation d'un projet de thèse.



Anne Bossé est architecte et docteure en géographie. Elle enseigne à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Malaquais et membre de l'UMR AAU équipe CRENAU. Elle déploie ses recherches sur les espaces publics entre dimension matérielle et dimension politique, et sur les croisements entre condition migrante et culture matérielle. Elle a ainsi étudié récemment les processus de négociation dans la construction des mosquées de la région des Pays de la Loire, et les effets des rapatriements des morts.



Emmanuel Breton est architecte, maître-assistant associé à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille et enseignait à l'ENSAP de Lille jusqu'à cette année. Titulaire d'une Maîtrise de philosophie consacrée à l'œuvre de Walter Benjamin, il effectue actuellement une thèse au Laboratoire Conception, Territoire, Histoire, Matérialité sur la question de la technique à travers la conception des enveloppes dans l'architecture contemporaine sous la direction d'Antonella Mastroilli.



Pauline Dancoine est architecte diplômée d'état de l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Lille. Actuellement, elle sillonne les chantiers, souvent participatifs, auprès d'un artisan spécialisé dans l'application par projection d'enduits terre et chaux sur des supports biosourcés (paille, béton de chanvre, lattis bois...). Elle souhaite ainsi poursuivre l'aventure humaine commencée avec son projet de fin d'étude « Cultiver la participation au Trichon : penser l'habitat participatif à Roubaix ».



Agnès Deboulet est professeure de sociologie à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint Denis et actuellement co-directrice du LAVUE (Unité Mixte de Recherches Cnrs 7218). Elle est membre fondatrice de Centre SUD et parmi l'équipe de coordination du réseau SUD/pratiques & pédagogies coopératives et membre de l'association APPUII. Ses recherches en sociologie urbaine et urbanisme portent sur les questions de compétences des citoyens dans des situations de mise en tension générées par les changements à l'échelle métropolitaine et locale et notamment renouvellement urbain et restructuration dans des quartiers populaires ou de création populaire (non planifiés), en Ile-de-France, à Marseille et dans des villes du Moyen-Orient. Dans son activité pédagogique dans les Écoles d'architecture (jusqu'en 2011) ou à l'Université Paris 8, elle a conduit une dizaine d'ateliers de pédagogie engagée auprès de résidents à Saint-Denis, Aubervilliers, Gennevilliers, Poissy, Vitry-sur-seine, Marseille, Beyrouth, Istanbul, Mumbai, en Egypte.



Jeanne Demoulin est sociologue et urbaniste. Elle a réalisé une thèse sur l'impératif participatif dans le logement social à l'Université Paris Nanterre. Depuis, elle mène des recherches sur les rapports sociaux dans les quartiers populaires. Elle est actuellement post-doctorante sur le projet Pop-Part, une recherche participative et pluridisciplinaire qui vise à analyser les reconfigurations sociales et urbaines en cours dans dix quartiers populaires franciliens à partir du prisme de la jeunesse.



Marc Dilet est architecte DPLG. Il a étudié à IIT, travaillé et enseigné à Chicago. A l'université de Tokyo, suite à une recherche sur la relation entre architectes et artisans avec F. Maki, il conçoit plusieurs réalisations.

Professeur invité à Chicago, dans les écoles en France et à l'étranger, il interroge l'urbain et l'architecture au regard de l'actualité émergente. Aux Ateliers de Cergy Pontoise, il intervient sur l'urbanisation de plusieurs métropoles asiatiques puis au Bénin, en Sibérie.

Comme architecte praticien, ses réalisations incluent espaces publics, logement social, équipements culturels. Il travaille la céramique à Chicago, puis à la manufacture de Sèvres et avec deux maîtres japonais. Son travail est émaillé de publications sur l'architecture, les villes japonaises et d'ailleurs, le design.



Lucie Elie est diplômée d'un master de sociologie-anthropologie. Elle a participé à la coordination du programme national de co-évaluation des conseils citoyens lancé en 2016 et a réalisé un mémoire de recherche sur trois conseils citoyens de l'agglomération tourangelle sous la direction de Héloïse Nez et de Hélène Bertheleu. Elle a aussi, en parallèle de cette recherche réalisé un stage au sein de la scop d'éducation populaire l'Engrenage. Elle est aujourd'hui auteure au Polau-pôle arts et urbanisme où elle suit l'expérimentation d'un artiste en vue de la préfiguration d'un centre social dans un quartier prioritaire de la politique de la ville de Tours.



Nicolas Fonty est architecte-urbaniste, chercheur indépendant et cartographe autodidacte. Au travers de recherches, projets urbains, enseignements, actions militantes et appuis bénévoles il s'est impliqué dans de très nombreuses initiatives de cartographie citoyennes pour un urbanisme démocratique à Londres et à Paris, avec en particulier justMap, <http://justmap.eu/>. justMap, notamment par le biais cartographique, appuie à Londres un projet d'école civique sur les savoirs urbains à destination des collectifs citoyens <https://justplace-london.blogspot.co.uk/p/metropolitan-civic-school.html>, de même que la démarche de Pédagogie Coopérative ici en France avec une carte en cours de production. Nicolas est membre du réseau Civic Wise, <https://civicwise.org/about/>, un réseau international qui promeut le "civic design" et il a travaillé sur de nombreux projets urbains à l'échelle métropolitaine ou locale dans le grand Paris <http://fonty.nicolas.free.fr/>.



Federica Gatta est architecte, docteur en aménagement de l'espace urbanisme. Elle est Maitresse de Conférences à l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine de l'Université Grenoble Alpes et chercheuse aux laboratoires PACTE et LAA/LAVUE. Ses recherches se focalisent sur l'analyse anthropologique des enjeux sociaux et politiques de la transformation urbaine. Elle s'intéresse en particulier aux situations de négociation et de conflit qui questionnent le rôle de la critique sociale en urbanisme, la participation démocratique et les relations de pouvoir entre institutions et pratiques collectives dans les contextes de transformation métropolitaine. <https://www.pacte-grenoble.fr/membres/federica-gatta>

Isabelle Genyk est architecte de formation, docteure en architecture et enseigne dans le champ « Théories & pratiques de la conception architecturale et urbaine » à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris La Villette. Elle est chercheuse associée au Laboratoire Espaces Travail - UMR CNRS LAVUE et développe une pratique professionnelle en collaboration avec des ergonomes sur les espaces de travail. Dans ses recherches et sa pédagogie, elle interroge la conception du projet et la pratique du métier du point de vue de l'utilisateur et des acteurs du projet architectural et urbain.



Florian Golay est architecte, (MAA TPCAUI) à l'ENSA Grenoble, ville dans laquelle il exerce depuis 2001 une activité indépendante fondée sur trois déclinaisons de la profession : conception de bâtiments, accompagnement de collectivités locales dans leurs projets de développement et médiation culturelle de l'architecture (Florian Golay est président de la Maison de l'Architecture de l'Isère). Le studio de projet dont il a la charge au sein de l'ENSAG est un lieu d'échange où praticiens, enseignants, chercheurs et étudiants interagissent pour sceller ensemble une culture du métier et en défricher les marges d'innovation.

Carlo Grispello est architecte et Maître de Conférences Associé à l'ENSA Nantes. Il est associé fondateur de l'agence Graal depuis 2012. Sa pratique questionne la place de l'économie du projet comme outil de conception architecturale et ses recherches portent sur l'urbanisme illicite et sur l'architecture post-toyotiste.



Alain Guez, architecte-urbaniste, docteur en planification territoriale et environnementale (Politecnico di Milano), il travaille sur les chronotopies comme outil critique du projet urbain et architectural. Enseignant-chercheur et praticien de l'urbanisme il est depuis 2012 professeur à l'ENSA de Nancy en Ville et Territoire, et a pu intervenir dans d'autres facultés et écoles comme la Faculté d'architecture du Politecnico di Milano ou l'École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles. Il est depuis 2005 membre du Laboratoire Architecture Anthropologie de l'Ensaplv dont il co-coordonne le chantier Chronotopia. Il a coordonné au sein de l'UMR CNRS 7218 LAVUE le programme de travail sur l'articulation des échelles spatiales et temporelles dans le contexte du développement durable, puis l'axe consacré aux fabrications de l'urbain. Seul participant aux journées pédagogiques, Alain Guez représente une réflexion collective engagée à l'Ensa de Nancy réunissant : Nadège Bagard, Emeline Curien, Nicolas Depoutot, Cécile Fries-Paiola, Alain Guez, Sébastien Rinckel, Rémi Rouyer, Marc Verdier.



Laureline Guilpain est agrégée en architecture DEHMONP et titulaire d'un diplôme de spécialisation DSA d'architecte-urbaniste. Elle compose depuis 2011 sa pratique autour de trois activités complémentaires : une activité d'architecte-urbaniste, d'abord au sein de l'agence AWP jusqu'en 2015, puis aujourd'hui en indépendante ; une activité d'enseignement à l'École d'architecture de la ville et des territoires de Marne-la-Vallée (atelier de l'analyse architecturale en L1); une activité de recherche et d'écriture, notamment autour des questions de l'habitat des personnes modestes et précaires en France et en Europe. Elle a encadré avec Guillaume Nicolas l'enquête des étudiants sur les foyers ouvriers et les squats intitulée Comment les gens vivent : ici et là-bas ?

Bernard Haumont est professeur honoraire des ENSA, Chercheur CRH/LAVUE, UMR CNRS 7218

Patrick Henry est architecte et urbaniste, enseignant à l'ENSA Paris-Malaquais. Dans ses enseignements, l'élaboration des méthodes d'intervention, l'invention des outils et la création des leviers qui permettent l'émergence du projet, occupent une place prépondérante. En impliquant les étudiants dans des situations concrètes, il s'agit de transformer de façon critique le monde urbanisé. Avec Sébastien Thiéry, politologue, à partir de la situation du théâtre de la Commune à Aubervilliers, l'étudiant se met, par le projet, au service d'une communauté, non comme un simple réceptacle exécutant des attentes mais comme un constructeur d'actions collectives.



Marjorie Hervé est architecte Diplômée d'État, dessinateur-projeteur en architecture en indépendant, doctorante en architecture auprès du Laboratoire de Recherche en Architecture de Toulouse (herve.marjorie@hotmail.fr). Nouvellement diplômée de l'ENSA Toulouse, elle explore dans le cadre de son doctorat les modes de conception urbaine engagés par la Ville de Toulouse et les possibilités d'évolution de ces derniers. La faisabilité de cette recherche s'ancre dans son stage-recherche au sein de la Direction des Opérations d'aménagement de Toulouse-Métropole et ses engagements, professionnel et personnel, auprès de deux Conseils Citoyens toulousains.



Rainier Hoddé est professeur honoraire des ENSA, chercheur au CRH-LAVUE, co-fondateur du Réseau SUD/Pratiques et pédagogies coopératives et de l'association APPUII (Alternatives Pour des Projets Urbains Ici et à l'International). Enseignant dans cinq ENSA de 1984 à 2017, il a maintenu l'équilibre entre la dimension disciplinaire ancrée dans ses recherches (A. Aalto, conception et réception architecturales, participation, qualités architecturales...) et la réflexion pédagogique régulièrement publiée (« Concevoir un enseignement de conception en architecture après des études dans les années 1968 » in C. Maniaque, *Les années 68 et la formation des architectes*, Point de vues & ATE, 2018). (rainier.h@noos.fr)

Yannick Hoffert est architecte d'INSA Strasbourg, et enseigne dans le champ « Théories & pratiques de la conception architecturale et urbaine » à l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier, après avoir enseigné à l'ENSA Lyon, en particulier au sein du double cursus Architecte - Ingénieur. Il est co-gérant de la SCOP d'architecture Atelier 43 basée à Lyon.



Corentin Jugeau est étudiant en master 2 à l'ENSA Lyon où il suit un double cursus Architecte-Urbaniste. Sa recherche porte sur les initiatives habitantes qui s'implantent à l'échelle urbaine. Ces mouvements bottom-up amènent des nouveaux modes de vies et de faire la ville qui questionnent les pratiques urbaines.



Rémi Laporte est architecte, titulaire du DEA « Le projet architectural et urbain, théories et dispositifs ». Il enseigne la conception architecturale à l'ENSACF, où il est co-responsable du domaine d'étude Eco conception des Territoires et des Espaces Habités. Chercheur au GRF « Ressources » dans cette école, ses travaux portent sur les processus de conception de l'édifice dans le contexte d'évolution des enjeux environnementaux, ainsi que sur les pédagogies actives. En tant que praticien, il développe des projets de petite échelle visant une approche expérimentale de l'éco-conception.

Autres enseignants : Sofiane Batnini (thermicien), Jean Louis Coutarel (architecte), Catherine Gauthier (sociologue), Jean Baptiste Marie (urbaniste), William Sanchez (architecte).



Cécile Léonardi est sociologue, docteure de l'EHESS, enseignante (MAA SHS) à l'ENSA Grenoble et chercheuse au laboratoire Cultures Constructives (LabEx AE&CC). Consacrant une partie de ses recherches aux processus créatifs qui entrent en jeu dans la conception architecturale, Cécile Léonardi travaille avec ses étudiants et dans le cadre de son activité libérale, à la génération d'outils susceptibles d'initier des formes de « prospectives architecturales partagées » au service de projets territoriaux, de projets urbains et d'opérations basées sur l'initiative et la participation habitante.

Elise Macaire est architecte DPLG, docteure en architecture, enseignante et chercheuse à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris La Villette. Elle est coresponsable du réseau Ramau (Réseau Activités et métiers de l'architecture et de l'urbanisme) et membre du LET-LAVUE. Elle a soutenu une thèse sur les pratiques professionnelles et la démocratisation culturelle à partir des pratiques en « collectifs ». Elle continue à explorer cette thématique dans des travaux de recherche et au sein de l'association didattica avec laquelle elle a initié des workshops.



Khedidja Mamou est architecte DPLG, Docteure en Sociologie, chercheuse au CRH-Lavue, et associée au Lifam. Elle est co fondatrice du Réseau SUD/Pratiques et pédagogies coopératives et de l'association APPUII (Alternatives Pour des Projets Urbains Ici et à l'International). Maître-assistante en SHS à l'ENSA de Montpellier, elle travaille (recherche et recherche action) notamment sur la participation et la collaboration dans le projet urbain, principalement dans les quartiers populaires.



Théa Manola est architecte DPLG, urbaniste et docteur en urbanisme, aménagement et politiques urbaines. Elle est actuellement Maitresse de Conférences en Sciences Humaines et Sociales pour l'Architecture à l'ENSAG-UGA et chercheure au CRESSON/UMR AAU. Ses travaux portent sur les expériences sensibles et esthétiques (ordinaires et situées) et leur prise en compte par les métiers de la fabrique architecturale et urbaine, notamment dans des processus de projet partagés et/ou intégrant les questions socio-environnementales. <http://aau.archi.fr/equipe/manola-thea/>



Barbara Morovich est maîtresse de conférences en Anthropologie à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg et affiliée au laboratoire AMUP. Elle mène des recherches dans des quartiers populaires en mutation urbaine en France, en Argentine et en Afrique du Sud. Depuis 2017, elle est présidente de l'Association Française des Anthropologues (AFA). C'est au sein du séminaire "Territoires du sud" (ENSAS) qu'elle expérimente des méthodes pédagogiques interdisciplinaires, notamment lors de workshops.



Guillaume Nicolas a une double formation architecte DPLG et ingénieur des TPE. Il pratique le projet d'architecture depuis 2005, à l'Aviation civile puis en agence avec Canal architecture et Badia-Berger, et désormais en libéral. En parallèle il mène diverses recherches indépendantes, notamment avec Canal, une enquête sur les micro-logements : Le logement "jeune" n'est-il qu'un produit ? Il enseigne depuis 2015 à l'École d'architecture de la ville & des territoires : mémoire en L3, analyse architecturale en L1 et désormais projet en L1. Il a encadré avec Laureline Guilpain l'enquête des étudiants sur les foyers ouvriers et les squats intitulée Comment les gens vivent : ici et là-bas ?



François Nowakowski est urbaniste et architecte, maître de conférences en urbanisme et projet urbain à l'ENSA de Lyon et chercheur au LAURE-EVS depuis septembre 2014. Il développe au sein de l'atelier d'urbanisme Urbitat+ des outils de démocratisation de la production du territoire et de co-production des projets avec les habitants-usagers-citoyens, démarches qui alimentent également ses travaux de recherche. Avec ses travaux, il s'intéresse particulièrement aux mutations des modes de vie liées aux formes d'urbanisation dispersées, et aux mutations des interactions entre l'homme et le territoire.

Pauline Ouvrard est architecte-urbaniste, docteur en Aménagement de l'espace et urbanisme, Maître de Conférences Associé à l'ENSA Nantes et Chercheur au Laboratoire AAU (Ambiances, Architectures, Urbanités), UMR CNRS/MCC 1563 Nantes-Grenoble. Ses travaux de recherche portent sur la fabrique urbaine saisie au prisme des interactions et circulations de ses acteurs, l'analyse des instruments de l'urbanisme, plus particulièrement la prospective et le projet urbain.



Juliette Pommier est architecte, maître-assistante à l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Lille et chercheuse au Laboratoire Conception, Territoire, Histoire. Après un doctorat à Paris VIII sur la pensée de Bernard Huet, ses recherches se poursuivent selon deux axes : la pensée architecturale, entre théorie et pratique, et l'enseignement de l'architecture, récemment étudié chez les membres de l'AUA (in J.-L. Cohen et V. Grossman (dir.), Les années AUA (1960-1985), Architecture et urbanisme de l'engagement, Paris, 2015).

Maxime Pomerol est ingénieur en Aménagement du Territoire fraîchement diplômé de Polytech Tours (2017), il travaille au sein de l'association APPUII où il peut mixer ses compétences professionnelles autour du projet urbain, du droit à la ville avec ses engagements militants multiples liés à la réduction des inégalités. Son cœur de métier est la création d'outils (techniques, méthodologiques, d'animation) qui doivent permettre à des groupes d'habitants.e.s de se saisir des projets urbains de rénovation urbaine afin de prendre une place dans leur conception et réalisation. (mpomerol.appuii@gmail.com)

Valerian Poyau est chargé de mission sur la conduite des transitions dans les collectivités territoriales, diplômé de Polytech Tours en Aménagement du Territoire, responsable associatif depuis son adolescence au MRJC, représentant du CRAJEP au CESER Centre - Val de Loire. Son expérience dans une association d'éducation populaire lui a offert des compétences pédagogiques, d'animation et de conduite de projet, croisées à une ambition d'action territoriale forte. Cette ambition, modelée par les disciplines de l'ingénierie territoriale, l'a mené naturellement vers le champ du développement local où il travaille sur les questions de projet territorial, de démocratie locale, d'émancipation et d'implication habitante. (valerianpoyau@unadel.org)



Catherine Rannou est architecte DPLG, artiste multi-média, enseignant chercheur à l'ENSAP-VS. Elle est titulaire d'un CAP charpentier bois. Elle a été lauréate de l'Européen, des Albums de la jeune architecture et de la Villa Médicis Hors les murs (Antarctique). Elle collabore régulièrement avec des équipes de scientifiques, d'artistes, d'architectes et d'habitants qui s'intéressent aux questions environnementales et sociales. Elle a mis en place un enseignement « Trans-Rural Lab » à l'ENSAP-VS qui prend pour objet de recherche des friches issues de l'industrie agro-alimentaire. Elle met en situation réelle projets d'étudiants, d'habitants et d'acteurs de l'espace rural encourageant une « auto-construction » des savoirs.



Amaël Raphaneau, architecte. Il s'est formé à l'ENSAPLV aux questions de politiques de la ville et de la participation citoyenne, dans le cadre d'un échange avec l'association portugaise SOLIM intervenant dans les bidonvilles de Lisbonne puis lors de son diplôme pour la rénovation du quartier ANRU de la Coudraie avec ses habitants. Chargé d'études au CAUE de l'Ardèche depuis 2009 et architecte-urbaniste libéral depuis 2015, il accompagne les collectivités dans leurs projets d'équipements publics et urbains, au cœur des enjeux relatifs aux territoires ruraux, lieux de multiples possibles...



Nadine Roudil est sociologue, Professeure en Sciences Humaines et Sociales pour l'architecture à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon. Elle est rattachée au Centre de Recherche sur l'Habitat, composante de l'UMR CNRS 7218 LAVUE (CRH-LAVUE). Ses travaux ont pour objet de considérer la place de l'habitant en ville à partir de la thématique du rapport à la norme, et de réfléchir aux mécanismes de production des inégalités sociales et de leur traduction spatiale. Elle nourrit particulièrement sa réflexion des contextes de la rénovation urbaine et de la fabrique de la ville durable.



Clara Sandrini est architecte DPLG depuis 1997, elle exerce la maîtrise d'œuvre architecturale et urbaine. Docteur en architecture depuis 2005, elle a mené des recherches sur l'interaction des politiques urbaines et des mémoires collectives en France (Paris, Toulouse, Graulhet) et dans les pays de l'est (Ouzbekistan, Estonie, Bulgarie). Habilitée à diriger des recherches en architecture depuis 2014, elle anime le groupe de recherche « Formes sociales / Formes spatiales » (F2S) du Laboratoire de Recherche en Architecture de l'ENSA de Toulouse, au sein de laquelle elle est Maître-assistante depuis 2006. Elle mène des recherches sur la médiation architecturale et l'ouverture du processus de conception architecturale et urbaine en France et au Maroc. Membres de l'équipe scientifique et pédagogique : Anaïs Leger-Smith, paysagiste, docteur en aménagement; Thomas Lequoy, architecte DE; David Esteban, architecte DE, doctorant en architecture; Carl Hurtin, artiste; Noël Jouenne, anthropologue, docteur en ethnologie; Mohammed Zendjebil, géographe; Florian Faurisson, architecte DE, doctorant en architecture; Anaëlle Maheo, architecte DE, doctorante en architecture; Luc Larnaudie, architecte EPFL



Marie Segonne est diplômée de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille et membre d'Architectes Sans Frontières. Elle prépare un master au sein du département de sociologie de l'Université Paris 8, pour lequel elle étudie les architectes engagés sur la question des bidonvilles en France.



Hélène Soulier est paysagiste dplg, diplômée de l'École nationale supérieure de Versailles, docteur en Architecture et maître de conférence à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux. Ses travaux portent sur le rapport entre l'art et le paysage et les pratiques interdisciplinaires dans le territoire.

Laura Verdelli est maître de conférences en Composition urbaine et projet d'aménagement à l'Université de Tours, membre de l'UMR CNRS 7324 CITERES CItés, TERritoires, Environnement et Sociétés. Architecte-Urbaniste (Politecnico di Milano, Italie), diplôme de Mastère en Architecture du Paysage (Fondazione Minoprio, Como, Italie), Doctorat en Aménagement de l'espace et Urbanisme auprès de l'Université de Tours et en Histoire, spécialité Patrimoine Culturel et Muséologie, auprès de l'Université de Coimbra (Portugal). Ses principales problématiques de recherche portent sur : les processus de protection, patrimonialisation et mise en valeur des patrimoines et des paysages ; l'application de variables culturelles, patrimoniales et touristiques aux patrimoines et aux paysages culturels ; les dynamiques contemporaines liées à ces processus (en particulier dans le cas des labellisations de type UNESCO) ; l'interaction entre production et protection patrimoniale et planification spatiale (stratégique). (laura.verdelli@univ-tours.fr)



Elsa Vivant est maître de conférences à l'École d'Urbanisme de Paris. En 2017, elle est en délégation au Cnrs (Latts) et chercheuse associée aux Ateliers Médicis pour un projet d'écriture sur la production de la ville. L'objet central de ses recherches concerne les relations entre mondes de l'art et de l'urbanisme comme prisme pour renouveler les questionnements sur les modes de production de la ville. Dans le cadre de ses enseignements, elle a encadré plusieurs ateliers de master en programmation urbaine.



Ariane Wilson est architecte et historienne. Elle enseigne à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Malaquais. Elle explore la «micro-analyse inventive» des lieux comme fondement du projet d'architecture, se servant de la marche pour une appréhension poétique, investigatrice et combative de l'environnement. Elle est l'auteur de nombreux articles dans la presse architecturale et de récits de voyage.